

REPUBLIQUE DU BENIN
DEPARTEMENT DE L'ATACORA
COMMUNE DE NATITINGOU

ANNEXES PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

www.natitingou.org/commune

PARTENAIRES : PDDC ET PRODECOM

Appui technique et modération

ONG α & Ω Environnement

B.P. 127 NATITINGOU Tél./Fax : (+229) 82 16 19

www.natitingou.org/aoe

Email : alphaom@intnet.bj REPUBLIQUE DU BENIN

Novembre 2004

SOMMAIRE

Annexes

Annexe 1 : Synthèse communale de l'état des lieux de terrain et des documents	3
Annexe 2 : Les fiches des 18 projets prioritaires	
- Fiche de projet 1 : Vulgarisation et application des techniques modernes culturelles dans la Commune de Natitingou	24
- Fiche de projet 2 : Restauration de la fertilité des sols de la Commune de Natitingou	26
- Fiche de projet 3 : Mise en place du Registre Foncier Urbain à Natitingou	28
- Fiche de projet 4 : Construction et réhabilitation des équipements de transport et des infrastructures socio-économiques	30
- Fiche de projet 5 (4 ^{ex}) : Extension de la couverture téléphonique/électrique et vulgarisation d'autres sources d'énergie dans la Commune de Natitingou	32
- Fiche de projet 6 : Promotion des activités de production animale, végétale, artisanale et touristique dans la Commune de Natitingou	34
- Fiche de projet 7 : Développement de nouvelles filières agricoles	36
- Fiche de projet 8 : Accroissement de la participation des populations aux actions communautaires	38
- Fiche de projet 9 (8 ^{ex}) : Appui au secteur économique de la Commune de Natitingou	40
- Fiche de projet 10 : La gestion des feux de brousse	43
- Fiche de projet 11 : Mise en œuvre d'une politique d'exécution du PDC	45
- Fiche de projet 12 : Institution de la TDL sur les productions importantes de la Commune	46
- Fiche de projet 13 : Amélioration des prestations de la Mairie de Natitingou	48
- Fiche de projet 14 : Implication des Directions Départementales à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des projets de développement	49
- Fiche de projet 15 : Mise en valeur des infrastructures agro-sylvo pastorales	52
- Fiche de projet 16 : Valorisation des richesses touristiques de la Commune	54
- Fiche de projet 17 : Amélioration du recouvrement des taxes et impôts locaux	56
- Fiche de projet 18 : Amélioration de la santé animale dans la Commune de Natitingou	58

Annexe 1: Synthèse communale de l'état des lieux de terrain et des documents

Secteur	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Santé	Formations sanitaires : <u>Publiques</u> 02 hôpitaux de référence : CHD, HZ	Insuffisance de personnel de santé qualifié	Natitingou	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser le personnel sur le bon accueil des malades - Solliciter la formation/recyclage du personnel - Sanctionner les agents indisciplinés - Doter les centres en personnel de santé - Appuyer la formation des jeunes locaux en santé
	Centre Hospitalier Départemental (CHD) : Services : Médecine, Pédiatrie, Chirurgie, Gynéco obstétrique, Radiologie, , Pharmacie, Maternité, Laboratoire, Autres Hôpital de Zone (HZ) : Services : Médecine, Chirurgie d'urgence, Maternité, ORL ophtalmologie, Radiologie, Laboratoire, Pharmacie, Services sociaux - 01 CSC à Natitingou - Nbre de CSA : 08 - Nbre de Maternité: 08 <u>Privées/confectionnelles</u> : 03 à Natitingou - Centre de santé Saint Luc - Centre de santé Sainte Bakita - Centre de santé Nassinra	Insuffisance d'UVS dans les 03 arrondissements et non réhabilitation du CSA et du logement à Perma	Perma, Kouandata Tchoumi-Tchoumi	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser sur la nécessité d'organisation de la population pour la construction des UVS - Solliciter la DDSP pour l'équipement des UVS construits - Solliciter l'appui de l'Etat et des partenaires pour réhabiliter le CSA et les logements du CSA de Perma - Sensibiliser les populations sur la fréquentation des UVS et la prise en charge des secouristes et matrones - Négocier le recrutement à Perma d'une infirmière brevetée
		Réurrence des maladies	Tous les villages	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur les conditions d'hygiène et d'assainissement - Promouvoir l'utilisation des moustiquaires imprégnées - Assainir l'environnement - Installer des dépôts pharmaceutiques

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecart	Solutions proposées
Santé	Personnel de santé - Nbre de Médecin : 08 y compris ceux du CHD et de l'Hôpital de Zone - Nbre de Sages femmes : 07 - Nbre Infirmier : 13 - Technicien laboratoire : 04 - Technicien radiologie : 04 -Taux de fréquentation : - - Taux couverture CPN : 69% -Taux de couverture accouchement assisté : 55% -Taux de couverture consultations post-natales : - -Taux de prévalence contraceptive : 6% -Taux de couverture de consultation des enfants de 0-11 mois : - -Taux de couverture de consultation des enfants de 12-36 mois : - -Ratio de mortalité maternelle (1000 accouchements) : - -Taux de couverture vaccinale : BCG: 103% DTCP3: 90% VAR: 93% VAT2+: 49% Nombre de pharmacie - Pharmacie publique : 02 - Pharmacie privée : 04 - Dépôt pharmaceutique : 06	Insuffisance d'infrastructures de relais et d'équipement de santé	Arrondissements	-	-	- Construire d'autres centres de santé et agrandir / améliorer ceux existant
		- Accouchement à domicile élevé - Personnel de santé irrégulier au poste	Tous les villages	-	-	- Réhabiliter les UVS - Sensibiliser davantage la population sur les dangers des accouchements à domicile - Encourager les consultations prénatales - Aménager les pistes rurales - Prioriser les dépenses et aider financièrement (époux) les femmes pour les soins maternels et infantiles
			Arrondissements			- Inciter au contrôle régulier du personnel par les responsables hiérarchiques

Secteur	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Education	Ecole maternelle : 09 - Publique: 05 (Tchirimina, Boriyouéré, Kantaborifa, Ourbouga, Perma) - Privée: 04 (Bagri, Kantaborifa, Ourbouga, Dassagaté) Nbre de section par école : 02 Effectif des élèves : 533 dont 158 filles et 275 garçons Effectif des enseignants : 15 Infrastructures - Bâtiments : 17 - Bureaux : 06 - latrines : 09 Mobiliers - Tables jeux : 65 - Tabourets : 143 - Chaises enfants : 244 - Nattes : 66 Ecole primaire : 91 - Primaires Publiques : 94 Arr 1 : 08 Arr 2 : 12 Arr 3 : 09 Perma : 10 Kouandata : 06 Tchoumi-tchoumi : 06 Kotopounga : 14 Péporiyakou : 10 Kouaba : 08	Insuffisance d'enseignants qualifiés dans les écoles primaires, secondaires et techniques	Toute la commune	01/Classe de 50 élèves	78 pour EPP	<ul style="list-style-type: none"> - Reprendre les recrutements en nombre suffisant - Renforcer l'autorité dans les écoles - Encourager la fonction enseignante dans les arrondissements - Répartir équitablement les enseignants - Planifier la création des écoles - Encourager et pérenniser les primes de zones déshéritées
		Echec massif des enfants en classe de CI	Kouaba	-	-	- Créer des écoles maternelles
		Faible taux de scolarisation	Kouaba Péporiyakou	Tout enfant de 05 ans	Taux assez élevé (100,62)	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents à envoyer les enfants à l'école - Appliquer les textes en la matière
		Manque d'infrastructure d'accueil à Natitingou et à Kotopounga pour les élèves	Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Construire un centre d'accueil des élèves du collège à Natitingou - Ouvrir un internat à Natitingou/ Kotopounga
		Manque de motivation des Maîtres alphabétiseurs	Perma, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi			<ul style="list-style-type: none"> - Rémunérer les alphabétiseurs - Faire participer les bénéficiaires à la rémunération des alphabétiseurs - Encourager l'alphabétisation fonctionnelle

Secteur	Données	Problèmes prioritaires	Localités	Normes	Ecart	Solutions proposées
Education (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - Primaires Privées : 11 à Natitingou Nombre de classes : 1075 - En matériaux durables : 619 - En matériaux précaires : 405 - Apatams : 51 Nombre de latrines : 161 Nombre de puits : 01 Logements : 138 Places à écrire : 16640 Places assises : 16339 01 bureau APE par école Effectif des élèves : 15800 garçons : 7096 filles : 8706 en 2002 Effectif des enseignants : 286 dont 99 contractuels et 98 communautaires Nombre d'écoles à cantine : 06 					

Secteur	Données	Problèmes prioritaires	Localités	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Eau et assainissement	Puits à grand diamètre : 19 - Kotopounga : 04 dont 01 est effondré - Kouaba : 04 dont 03 non fonctionnels - Kouandata : 02 - Perma : 03 dont 01 non fonctionnel - Tchoumi- tchoumi : 03 artisanaux	Insuffisance de points d'eau potable (surtout dans les villages et hameaux de la commune)	Toute la commune			<ul style="list-style-type: none"> - Subventionner les forages - Sensibiliser la population sur le bien fondé des cotisations de contrepartie - Mettre en place des comités de gestion des points d'eau fonctionnels - Doter les villages et hameaux de la commune de puits ou de forages
	Pompes (forage) : 76 - Kotopounga : 14 - Kouaba : 17 - Kouandata : 18 - Perma : 13 - Tchoumi- tchoumi : 08 dont 2 en panne - Péporiyakou : 06 Château d'eau : 02 à Perma (Tignapeti et koubirgou) SBEE - Longueur du réseau : 80488 m en 2001 - Nombre d'abonnés : 2514 - Production : 417789 m3 en 2001 - Evolution des ventes de la SBEE en eau : 376747 m3 Nombre de structures de collecte d'ordures : 03 avec 08 charrettes Latrines publiques : 11 Latrines privées (plusieurs dans les centres urbains et presque inexistantes en milieu ruraux)	Apparition et multiplication des maladies liées à l'eau et au manque d'hygiène	Kouaba Péporiyakou Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Construire au moins une latrine publique par village - Encourager la construction des latrines privées - Utiliser et entretenir les latrines - Sensibiliser les populations sur les règles d'hygiène

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées	
Habitat et Urbanisme	Quartiers viabilisés : Yimporima, Ourbourga, Kantaborifa, Winkè Boriouré, Santa, Dassagaté, Ourborna Bagri, Yokossi, Sotchirantikou	Pollution par les déchets ménagers, les sons et les matières fécales	Quartiers urbains et environnants	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer le code d'hygiène et la loi cadre sur l'environnement - Améliorer le système de gestion des déchets - Sensibiliser les citoyens sur les textes environnementaux 	
		Manque de lotissement	Arrondissements ruraux.	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Lotir au moins les chefs lieux des arrondissements 	
		Non épanouissement des villages et exode rural	Tous les villages	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Viabiliser au moins le chef lieu de l'arrondissement /gros villages 	
		Proximité des maisons avec le dépôt SONACOP	Péporiyakou	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations à s'éloigner du dépôt ou faire déplacer le dépôt - Accélérer l'élaboration du schéma directeur d'aménagement de la Commune 	
		Espaces publics : Stade, auto gare, Grand marché, Petit marché, Foyer Abdoulaye Issa Place de l'indépendance, Ciné, maison des jeunes	Mauvaise gestion de l'espace, construction anarchique	Arrondissements	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations au regroupement - Lotir les quartiers
		Type d'habitation : Tatas, Cases rondes, Cases rectangulaires, Cases en tôle, Cases en paille	Précarité des bâtiments en banco	Natitingou	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la construction avec matériaux durables
		Type d'habitat : Habitat dispersé Habitat groupé Voies urbaines : - Bitumée Pavée : 03 -Non bitumée non pavé: 11 Villages non lotis : Tous les autres arrondissements ruraux	Incendie fréquentes des habitations en paille	Arrondissements	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'utilisation des tôles comme matériel de couverture - Eviter les feux de brousse tardifs

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités	Normes	Ecart	Solutions proposées
Tourisme et hôtellerie	Sites touristiques : - Nombre de cascade/chute : 01 à Kota ; 02 à Péporiyakou (non aménagées) - Piste de randonnée pédestre : 01 à Kota	Sites touristiques non aménagés	Nati 1, 2, 3	-	-	- Aménager les sites touristiques connus Confier la gestion des sites à la commune ou aux privés
	- Musée : 01 à Natitingou - Campement de chasse - Plusieurs grottes non aménagées - Paysage montagneux	Manque d'infrastructures hôtelières	Kouaba centre	-	-	- Susciter et encourager la création d'un circuit touristique
	Structures d'hébergement : 18 - Hôtels : 04 - Motels : 11 - Auberges : 13 Structures d'encadrement : ARDET Maquis et débits de boissons : - Restaurants/Maquis : 15 - Bars et buvettes : 37 Nombre d'agence de voyage : 02 Nombre de guide touristique : -	Absence de mise en valeur des atouts touristiques	Perma, Kouandata et Tchoumi-Tchoumi	-	-	- Identifier, publier et mettre en valeur les sites touristiques des 03 arrondissements

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités	Normes	Ecart	Solutions proposées
Finances locales	Services et agents chargés de la mobilisation des ressources - Direction départementale des Impôts de l'Atacora - Service des impôts - Recette des Finances de l'Atacora - Recette perception de Natitingou - Commune : 23 agents chargés de la collecte	Prévisions ne tenant pas compte des recouvrements antérieurs	Toute la commune	-	-	
		Difficultés de recouvrement	Toute la commune	-	-	
	Ressources de la commune - Recettes de fonctionnement - Recettes d'investissement Evolution de l'émission des impôts locaux de 1995 à 2001: - Fonciers non bâtis : 111,9% - Fonciers bâtis : 14% - Patentes: 144% - Licences: 40% - Armes à feu :- Evolution du recouvrement des impôts locaux de 1995 à 2001: - Fonciers bâtis et non bâtis : 351% - Patentes et licences : 448% - Armes à feu : 60% Evolution de l'exécution des budgets de 95 à 01 : 279,9% Evolution de l'exécution du budget 2002 : - Recettes effectives : 104 377 843 - Dépenses effectives : 103 203 049 - Soldes : 1 174 794 Prévisions 2003 : 224 216 000 - Recouvrements : 133 212 442 - Reste à recouvrer : 98 324 565					

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités	Normes	Ecart	Solutions proposées
Action sociale et culturelle	Infrastructures : - Terrain municipal : 01 - Terrain non aménagé : 03 - Bibliothèque : 01 - Musée : 01 - Maison des jeunes : 01 à 300 chaises et 03 à Kotopounga - CLAC : 01 Type de loisir : football, danses, cérémonies traditionnelles, lutte, belote, athlétisme, cyclisme, animation musicale, lecture, pétanque, vidéo, boîte de nuit, spectacle - Orphelinats : 05 - Centre de formation handicapés moteur : 01 à Pèporiyakou - Terrain non aménagé : 12	Insuffisance d'infrastructures de loisir et sport	Nati 1,2,3 Tous les arrondissements sauf Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Développer une politique sportive en zone montagneuse - Encourager les opérateurs économiques à investir - Créer les infrastructures de loisirs et de sports
	Religions : catholique, islam, protestantisme et animisme	Exode rural dans les arrondissements	Perma, Koandata, Tchoumi-tchoumi Kouaba. Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Construire et équiper les infrastructures de loisirs et de sports - Sensibiliser les parents sur la liberté de choix de conjoint des enfants - Promouvoir d'autres activités économiques pour les jeunes - Restaurer la fertilité des sols et diversifier les filières agricoles. - Renouer et valoriser les bonnes pratiques culturelles
		Disparition progressive des danses et cérémonies	Tous les arrondissements+			<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les groupes folkloriques - Réhabiliter les coutumes par l'organisation des séminaires et festivals - Répertoire les valeurs culturelles à inculquer aux enfants
		Insécurité et éloignement des enfants orphelins	Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Construire les orphelinats - Adopter les orphelins - Confier les orphelins à des proches

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités	Normes	Ecart	Solutions proposées
Energie	Sources d'énergie : Bois et charbon de bois, SBEE, produits pétroliers, gaz	Insuffisance de bois de chauffe	Nati 1, 2, 3			<ul style="list-style-type: none"> - Encourager l'utilisation d'autres sources d'énergie - Encourager le reboisement des essences à croissance rapide
	Nombre d'abonné 2001 : 2909 Production en électricité (Kwh) 2001 : 4 634 099 Vente en électricité (Kwh) 2001 : 4 786 389 Existence des groupes électrogènes	Non électrification des arrondissements	Perma, Kouandata, Tchoumi-tchoumi, Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Solliciter la pré électrification des chefs lieux d'arrondissements - Prévoir un transformateur sur la ligne SBEE pour éclairage du chef lieu d'arrondissement (Kouaba)
	Nombre de stations : 02 Cuves de pétrole : - 01 à Perma - 02 à Kotopounga	Rupture fréquente du stock de pétrole	Péporiyakou Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Trouver une solution aux ruptures fréquentes du stock des produits pétroliers.

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecart	Solutions proposées
Agriculture Élevage Sylviculture Pêche et Chasse	Services techniques du CARDER Projets : ProCGRN, PAMRAD, PADEAR, PDRT	Pauvreté des sols	Kouaba Péporiyakou Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les techniques culturales (RFS, LAE...) - Faciliter l'accès aux engrais chimiques - Faciliter l'accès au crédit agricole
	Production agricole 2001 /2002 S R P Sorgho : 4075 900 3668 Petit mil : 5460 591 3225 fonio : 60 600 30 Riz : 500 1100 550 Igbame : 4135 12102 50040 Manioc : 995 10955 10900 Haricot : 766 863 661 Voandzou : 2800 850 2380 Coton : 2505 962 2409 Arachide : 810 1101 892 Tabac : 130 746 97 Tomate : 560 5600 3136 Maïs : 2936 1359 3991 Volaille : 104350 Superficie de la production forestière 2001 : 12 500 ha	Insuffisance de l'encadrement technique (baisse des rendements culturaux)	Perma, Kouandata et Tchoumi- Tchoumi			<ul style="list-style-type: none"> - Encourager le reboisement - Introduire les systèmes de production durables (agroforesterie, fosses fumières) - Faire des jachères améliorées
		Indifférence des producteurs par rapport aux innovations et à l'encadrement	Kouaba Péporiyakou			<ul style="list-style-type: none"> - Amener les populations à accepter les changements de comportement - Instituer localement des prix pour les personnes ayant adopté les innovations

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecart	Solutions proposées
Agriculture Elevage Sylviculture Pêche et Chasse	<p>Organisations paysannes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de GV : 43 - Nombre de GPA : 12 dont 4 enregistrés - Nombre de GF : 42 enregistrés <p>Nombre de magasin de stockage: 02 à Natitingou</p> <p>Techniques de culture:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Culture itinérante sur brûlis - Billonnage (céréales, légumes) - Buttes (igname, manioc) - Cassage des buttes (mil, arachides, sorgho) - Labour à plat (tabac, légumes) - Association culturelle - Rotation culturale - Agriculture sans jachère <p>Outils : daba, butteur houe, hache, coupe-coupe, charrue et charrette rares, semoir non utilisé</p> <p>Agents d'encadrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R/CPA : 01 - TS : 01 - APV : 01 à Pèporiyakou 	Faible/Mauvaise organisation paysanne	Pèporiyakou			<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser l'alphabétisation fonctionnelle comme moyen pour former les messages sur les nouvelles technologies agricoles durables - Susciter la création des associations sur la base d'une grande confiance réciproque entre des membres qui ont le courage de dénoncer les mauvais candidats - Faire des élections transparentes et choisir des personnes compétentes et sérieuses pour gérer les groupements - Former les groupements en gestion

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Agriculture Élevage sylviculture Pêche et Chasse	Forêt classée : 01 à Kota Périmètre reboisé : 01 à Natitingou Forêts sacrées : - Natitingou : 09 - Kotopounga : 08 - Péporiyakou : 04 - Plusieurs forêts galeries Plusieurs plantations privées (surtout anacardier et manguier) Agents forestiers : 01 Plusieurs exploitants forestiers basés à Natitingou	Techniques non durables de production agricole	Tous les arrondissements			<ul style="list-style-type: none"> - Changer les systèmes de production actuels - Adopter les systèmes durables de production
	Type d'élevage : volaille, bovins, caprins, porcins, chiens, ovins, (divagation)	Conflits permanents entre éleveurs et agriculteurs	Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Canaliser les transhumants et leur délimiter les espaces à occuper - Mettre en place un comité chargé de régler les questions de transhumance dans les villages - Faire contrôler les animaux transhumants par les vétérinaires avant leur entrée dans les villages
	Pêche par empoisonnement, par asséchement, au filet pêche à la ligne	Mortalité élevée des animaux surtout la volaille				<ul style="list-style-type: none"> - Vacciner les animaux et la volaille à temps - Subventionner les vaccins - Faciliter l'accès aux crédits pour l'élevage
	Chasse à la battue, au fusil artisanal et industriel, pièges et lance	Asséchement et empoisonnement des marigots par les pesticides	Perma, Kouanda Tchoumi-Tchoumi Péporiyakou Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer les règlements relatifs à la gestion des ressources naturelles
		Destruction des forêts et plantations	Péporiyakou			<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier la gestion participative de la lutte contre les feux de brousse et la destruction des arbres (élaborer une réglementation locale pour la gestion des ressources forestières, faire le reboisement et constituer les forêts galeries)

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Industrie et activité minière	Centrale hydroélectrique : 01 Centrale thermique : 01 Usine non fonctionnelle: 04 (Arachide, rizerie, concentrée de tomate, séchage de fruit et légume) Activité minière : - Extraction manuelle de l'or à Tchantangou - Extraction manuelle de pierre à Kota et Pouya - Carrière de sable à Yarikou, Pam-pam	Faible valorisation des ressources minières Pollution des eaux par l'exploitation anarchique de l'or de Perma	Nati 1, 2, 3 Perma Kotopounga	- -	- -	- Inventorier les ressources minières existantes - Encourager l'utilisation des ressources minières - Promouvoir les ressources minières - Mieux organiser l'exploitation de l'or - Doter les sites d'infrastructures socio Sanitaires
	Coopération décentralisée	Jumelage avec d'autres villes : - CEG Perma-TRISTAN DEREME - Natitingou Rillieux la Pape - Natitingou – Huy - Natitingou - Séréméngé - Perma, Kouandata, Thoumi-Tchoumi – Solidarité France Afrique (SFA) Natitingou – Anqui (Canada) en cours	Mauvaise coopération et hibernation de la coopération avec certains partenaires Difficulté de mobiliser la contrepartie des bénéficiaires	Nati (mairie) Perma, Kouandata, Tchoumi-tchoumi	- -	- -

Secteurs	Données	Problèmes Prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecart	Solutions proposées
Pistes rurales et transport	<p>Nombre de pistes rurales interne:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perma : 01 (Perma -Tchoumi-Tchoumi) - Kouandata : 01 (Tigniti-Kouandata) - Tchoumi- Tchoumi : 02 (Tchoumi-Takonta, Tchoumi- Tchoumi-Togo) - Kouaba : 01 (Natitingou-Kouaba) - Kotopounga : 02 (kota- Kotopounga-Yarikou, Natitingou-Kotopounga-Kouandé)) 	Etat défectueux des pistes rurales	Arrond. 1,2,3 Péporiyakou Kotopounga Perma Kouandata Tchoumi- Tchoumi Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Aménager régulièrement les pistes, construire ponts - Sanctionner le prélèvement des pierres, sable, gravillon sur les pistes
	<p>Nombre de routes : 03</p> <ul style="list-style-type: none"> - Natitingou- Perma (22Km) - Natitingou- Péporiyakou (10km) - Natitingou- Kouaba (22Km) <p>Routes bitumées : 02</p> <ul style="list-style-type: none"> - Natitingou- Perma (22Km) - Natitingou- Péporiyakou <p>Moyen de transport</p> <ul style="list-style-type: none"> - Véhicules privés - Camions - Taxi mini-bus : 03 <p>Taxi auto : 100</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taxi moto (Zémidjan) <p>Nombre de zémidjan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Natitingou : 800 - Pépopriyakou : 03 - Tchoumi- Tchoumi : 01 <p>01 Aérodrome à Péporiyakou</p> <p>Nombre de pistes aménagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perma : 01 - Kouandata : 01 - Tchoumi- Thoumi : 02 - Kouaba : 01 <p>- Nombre de gares routières : 01 (Natitingou)</p> <p>Syndicats : UNACOB ? UCTIB ? UNATRA</p>	Insuffisance des pistes aménagées	Perma, Kouandata, Tchoumi- Tchoumi, Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Construction des pistes par l'Etat - Entretien des pistes par les bénéficiaires

Secteurs	Données	Problèmes Prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Communication	Nombre de service de la poste : 01 Nombre de services de télécommunication : 01 Système de communication : - Téléphone fixe - GSM : 01 (Libercom) Emetteur radio : 01 Emetteur télévision : 01 Nombre de boîte postales : 828 Nombre d'abonnés : 552 Lignes téléphoniques : 4912 disponibles Nombre d'abonnés téléphone : 928 Communication radio : ORTB, Radio Nanto, Radio Kara, RFI Télévision - Télévision Togolaise (TV) - Télévision nationale (Natitingou seulement) Cabine téléphonique privées : 10 Cyber : 01 (Internet) Actel : 01 (Natitingou) Presse écrite - Matinal - Fraternité - Vente de journaux à LIPADA	Couverture téléphonique insuffisante	Arrond. 1,2,3 Péporiyakou			<ul style="list-style-type: none"> - Renouveler les installations - Etendre la couverture téléphonique - Privatiser la gestion des cabines publiques - Etendre le réseau GSM
		Absence de moyen de communication téléphonique	Perma, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Installer des cabines téléphoniques publiques - Etendre le réseau téléphonique aux arrondissements
		Mauvaise réception de la Radio et Télévision nationale	Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un plaidoyer pour l'amélioration des services de la radio et de la télévision - Revoir le choix du site de l'émetteur radio- Nanto
		Absence de service postal	Perma, kouandata, Tchoumi-Tchoumi kouaba, Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Susciter l'installation d'une boîte à lettres dans les chef-lieu des arrondissements

Secteurs	Données	Problèmes Prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecart	Solutions proposées
Commerce	<p>Type de spéculation : produits agricoles et de l'élevage, produits manufacturés importés, outils agricoles, vêtements, boissons locales et importées... Etablissements commerciaux : nombreux surtout à Natitingou</p> <p>Produits commercialisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produits vivrières (céréales, tubercules, racine, produits maraîchers) - Produits transformés : alimentaires, fromages, beurre huile, boisson locale - Structure de Micro- Finance : CLCAM, PROMIC CNE, FINADEV, PADME, PAPME, CVEC <p>Nbre d'Opérateurs économiques : 138 Nombre de marchés : 08 (Natitingou , Perma Kouaba, Tigninti, Kotopouga, Yarikou, Kouaba, Takonta)</p> <p>Marchés fréquentés : Natitingou, Perma, Toucountouna, Kouaba, Takonta, Boukombé, Djougou, Tanguiéta, Magou, Chabicouma, Tigninti, Kotoppounga, Yarikou, Tanguiéta, Matéri, Tantéga, etc</p> <p>Fréquence des marchés : tous les 4 jours pour les grands marchés et tous les jours pour le petit marché Yara de Natitingou</p> <p>Abattoir : 01 (Natitingou) Banque : 01 (FINANCIAL Bank) Nombre de Cabarets : Multiple Nombre de buvettes : 37 Dépôts de produits SOBEBRA : 10</p>	Manque de marché moderne	Nati 1,2,3			<ul style="list-style-type: none"> - Construire un marché moderne - Mettre en place un système efficace de gestion des recettes des marchés
		Faible investissement dans les AGR	Péporiyakou			<ul style="list-style-type: none"> - Subventionner les AGR inciter les opérateurs économiques à investir dans les AGR (maraîcher, riz, fruits)
		Manque des infrastructures sociaux-sanitaires (latrines, hangar...) dans les marchés	Kotopouga, Pouya. Nati 1, 2, 3			<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser les infrastructures socio- sanitaires - Créer les comités de gestion des marchés - Dénoncer les vétérinaires et les bouchers indécents - Réorganiser et réhabiliter le fonctionnement de l'abattoir

Secteurs	Données	Problèmes Prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Sécurité	<p>Effectif du Personnel de sécurité : - Service de sécurité existants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commissariat de police : 01 - Brigade territoriale : 01 - Brigade routière : 01 - Compagnie gendarmerie : 01 - Camp militaire : 01 - Brigade pénitentiaire : 01 <p>Moyens/ Equipement des services de sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commissariat : 02 véhicules - Brigade territoriale : 01 véhicule - Compagnie : 01 véhicule - Camp militaire : - - Sapeurs pompiers : 03 véhicules - Brigade pénitentiaire : 01 <p>Structure de sécurité dans les arrondissements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perma : 01 brigade spéciale - Brigade de sécurité locale : 00 <p>Types d'infraction : bagarres, vols , enlèvement femmes, escroquerie</p>	Insuffisance du personnel de sécurité	Nati 1,2,3			<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le personnel existant - Initier les brigades locales de sécurité
		Recrudescence de l'insécurité	Kouandata Perma Tchoumi- Tchoumi Kouaba Péporiyakou Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place et redynamiser les brigades locales de sécurité - Créer des postes de sécurité publiques de proximité

Secteurs	Données /Potentialités	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Administration locale	<p>Nbre services de la Mairie : 09 à Natitingou ; 01 par arrondissement Nbre bureaux d'arrondissement: - 03 à Natitingou - 01 à Kouandata (défectueux) - 01 à Kouaba - 01 à Kotopounga - 01 à Péporiyakou Personnel : Mairie : 63 Prime des CA : Oui Prime Chefs Villages/ Quartiers : Non Dotation carburant du Maire : oui Services déconcentrés : Impôts, Trésor, OPT, CLAC, SBEE, CARDER, SHV, CS, Service de sécurité, Santé Autres services déconcentrés : CLCAM, CPS, CDA, CVEC Commune : 01 CA dans chaque arrond. 26 chefs quartiers/quartiers à Natitingou 1, 2, 3, 4 Equipement Mairie : - Véhicules : 07 - Motos : 11 - Ordinateurs : 09 - Machines à écrire : 07 et 00 dans les arrondissements ruraux (l'arrondissement de Kotopounga dispose d'une appartenant au Secrétaire) - Corbillards : 02 - Tracteurs : 02</p>	Personnel insuffisant et de faible niveau	Mairie, Arrondissements			- Mettre en place une politique de recrutement pyramidal
		Manque de structures de financement	Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Perma			- Encourager l'installation des institutions de micro finance - Rendre accessible le crédit
		Incivisme	Kouaba			- Sensibiliser la population sur l'incivisme - Affermir l'autorité locale
		Manque de bâtiments pour les bureaux de l'arrondissement	Kotopounga			- Construire des bureaux et logement du CA

Secteurs	Données	Problèmes prioritaires	Localités touchées	Normes	Ecarts	Solutions proposées
Artisanat +PME	<p>Types d'activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Artisanat de service : vanniers réparation, tailleurs, forgerons, mécaniciens, sculpteurs, maçons, mécaniciens - Artisanat de production et de transformation : transformation des produits agricoles <p>Nbre unité économique : 580 Nombre d'associations : 12 de FENAB avec 297 membres dont 207 hommes et 90 femmes Existence d'autres associations Nbre adhérent : 341 ; Hommes : 241 ; Femmes : 100 Structures d'appui aux artisans : DED, FHS, BAA, PPA, FODEFCA, coopération française</p> <p>Types d'entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boulangerie moderne : 02 - Boulangerie traditionnelle : 01 - Pressing : 02 - Imprimerie : 01 - Scierie : 06 - Construction métallique : 06 - BTP : une dizaine - Bureau d'Etudes : 03 <p>Activités de transformation : arachide en huile et galette, lait en fromage, collecte de miel Karité en beurre, préparation de sirop, néré en moutarde, préparation d'aliments, tchoukoutou, décorticage</p> <p>Nbre de groupement : Natitingou : 11 Nbre de femmes : 133</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perma : 18 - Kouandata : 12 - Tchoumi-Tchoumi : 04 <p>Nbre Meuniers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Natitingou : une multitude - Perma : 12 - Kouandata : 06 	Techniques et outils de transformation archaïques	Nati 1, 2, 3, Perma, Kouandata et Tchoumi-Tchoumi, Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Faire des plaidoyers en vers les structures de micro finances - Acquérir les outils modernes de transformation - Instaurer les textes au niveau communal contre les libérations frauduleuses - Encourager la création et le renforcement des groupements d'artisans dans les 03 arrondissements - Faciliter le recyclage et les échanges entre les artisans - Créer un centre artisanal - Créer un creuset d'excellence (évaluation, prix aux meilleurs)
		Faible capacité financière	Péporiyakou			<ul style="list-style-type: none"> - Créer les CVEC et rechercher des appuis pour les artisans
		Manque de boutique de vente de matériaux de construction	Kotopounga Kouaba			<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et organiser la population en vue de l'abonnement électrique - Susciter politique de promotion de branchement par la SBEE
		Faible capacité d'investissement	Kotopounga			<ul style="list-style-type: none"> - Accord de crédit CVEC PROMIC - Susciter la création de boutiques par les organisations paysannes locales

Annexe 2 : Les fiches des 18 projets prioritaires

Sur les 18 projets prioritaires, 18 fiches de projets ont été élaborées dont seulement le 1^{er} projet servant d'exemple est annexé au présent document. Toutefois, l'ensemble des 18 fiches de projets est présenté dans un autre document complétant ainsi le PDC.

FICHE PROJET 1

1- TITRE DU PROJET : Vulgarisation et application des techniques modernes culturales dans la commune de Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	Conséquences
Faible production agricole liée à la pauvreté des sols	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des techniques traditionnelles (non mécanisation), - Faible niveau de crédits agricoles pour faciliter l'usage de la culture attelée, - Non maîtrise des techniques de dressage. 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible rendement. -Dégradation des sols

- Milieu d'implantation du projet : Kouaba, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Koutoupounga, Péporiakou et Perma
- Groupe cible : Les associations de producteurs.
- Raison du choix du projet : L'agriculture étant l'activité principale de la population, ce projet répond à un besoin d'améliorer la production agricole par l'appropriation de la culture attelée.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Améliorer la production agricole.
- Objectifs spécifiques : Faciliter l'appropriation de la culture attelée.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Les producteurs sont formés sur la culture attelée,
- L'accès aux crédits agricoles est facilité,
- La culture attelée est vulgarisée et adoptée par les producteurs.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue permanent avec tous les acteurs qui interviennent dans le secteur agricole, - Plaidoyer sur l'accroissement du niveau de crédits agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Susciter le changement de système de production, - Former les producteurs sur la culture attelée, - Faire des plaidoyers envers les structures de micro finance, - Encourager les pratiques culturales durables, - Encourager l'adoption de systèmes durables 	<ul style="list-style-type: none"> - Maire, - Conseil communal, - Institutions de micro finance, - Associations de producteurs.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, le CPA, les institutions de micro finance et les associations de producteurs.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics.

- Système de communication : Réaliser et diffuser des émissions sur les antennes de la radio locale et primer les meilleurs producteurs.
- Gestion et entretien : Néant.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 11750000 F
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 1175000 F par la commune,
 - 10575000 à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui. On pourrait solliciter les assistants techniques/conseils des projets ou programmes comme le PAMRAD, ProCGRN...

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Augmentation des superficies emblavées,
 - Diversification de la production agricole assurée,
 - Sécurisation alimentaire.
 - Réduction de la pauvreté en milieu rural.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables en apportant un appui particulier aux associations / groupements de femmes.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
<ul style="list-style-type: none"> - Déforestation, - Pousée de la dégradation des sols par l'usage des engrais et pesticides. - Erosion des sols par les labours dans le sens de la pente 	<ul style="list-style-type: none"> - Réglementer les zones culturales, - Décourager l'usage abusif des engrais et pesticides. - Encourager la lutte anti-érosive par les labours perpendiculaires à la pente

FICHE PROJET 2

1- TITRE DU PROJET : Restauration de la fertilité des sols de la commune de Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
Pauvreté des sols	- Faible niveau de crédits agricoles, - Non maîtrise des paquets technologiques	- Baisse des rendements agricoles Famine,

- Milieu d'implantation du projet : Kouaba, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Koutoupounga, Péporiakou et Perma
- Groupe cible : Les associations de producteurs.
- Raison du choix du projet : Classé deuxième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'améliorer la production agricole. Réalisé, il permettra à l'agriculture d'assurer la sécurité alimentaire pour une population à plus de 90% agricole et de générer des revenus satisfaisants.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Améliorer la production agricole.
- Objectif spécifique : Restaurer la fertilité des sols.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Le reboisement est encouragé et soutenu,
- L'accès aux crédits agricoles est facilité,
- Les paquets technologiques du CeRPA sont vulgarisés et adoptés par les producteurs.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
- Dialogue permanent avec tous les acteurs qui interviennent dans le secteur agricole, - Création et animation d'un cadre législatif incitatif pour les institutions de micro finances qui accordent des crédits agricoles.	- Former les producteurs sur les nouveaux paquets technologiques culturelles du CeRPA, - Faire des plaidoyers envers les structures de micro finance, - Encourager le reboisement, - Encourager la pratique de la jachère améliorée, - Réaliser et diffuser des émissions radiophoniques sur les avantages des nouveaux paquets technologiques, - Tenir des séances de travail avec les producteurs. -Faire un plaidoyer sur l'accroissement du niveau de crédits agricoles,	- Maire, - Conseil communal, - Institutions de micro finances - Associations de producteurs.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, le CPA, les institutions de micro finance et les associations de producteurs.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics.
- Système de communication : Réaliser et diffuser des émissions sur les antennes de la radio locale et primer les meilleurs producteurs.
- Gestion et entretien : Néant.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 4 000 000 F
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 400 000 F par la commune,
 - 3 600 000 F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui. On pourrait également solliciter les assistants techniques/conseils des projets ou programmes comme le PAMRAD.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet ;
 - Diversification de la production agricole est assurée,
 - Augmentation de la production agricole
 - réduction de l'insécurité alimentaire.
 - Réduction de la pauvreté en milieu rural
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables en intégrant les associations / groupements de femmes lors des séances de vulgarisation des paquets technologiques.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant

FICHE PROJET 3

1- TITRE DU PROJET : Mise en place du Registre foncier urbain (RFU) à Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Milieu d'implantation du projet : Mairie
- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
Absence d'un système efficace de traitement des impôts locaux	- Non informatisation des procédures d'émission et de recouvrement des impôts locaux, - Mauvaise identification/ localisation des contribuables	- Faible recouvrement des impôts locaux

- Groupe cible : Toute la population de la commune.

Raison du choix du projet : Classé troisième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'accroissement des ressources financières de la commune par la mise en place des procédures d'émission, de recouvrement et de traitements informatisés des impôts locaux. Il bénéficie de l'appui financier du FIVIS.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Accroître les ressources financières de la communes.
- Objectif spécifique : Mettre en place et exploiter le RFU.
- Durée de vie du projet : 03 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Tous les travaux préparatoires à la mise en place du RFU sont réalisés,
- Le RFU est mise en place et fonctionnel.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
- Respect des procédures de mise en place du RFU, - Bonne collaboration avec le cabinet chargé de la mise en place du RFU, - Associer les populations	- Réaliser les travaux préparatoires, - Mettre en place le RFU, - Créer et animer la cellule RFU de la mairie - Sensibiliser les populations, - exploiter les données statistiques générées.	- Maire, - Conseil communal, - Service des impôts, - Secteur privé, - Populations.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Service des affaires financières de la Mairie, le service des impôts et les associations de la société civile locale.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestion des deniers publics.
- Système de communication : Publication du budget de la commune, réalisation des émissions du genre « la Mairie vous parle » sur les antennes de la radio locale pour mieux faire connaître les ambitions et les réalisations de l'équipe communale.
- Gestion et entretien : La cellule RFU de la mairie.
-

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 900 000 F + PM
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 900 000 F par la commune,
 - PM assuré par le FIVIS.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Meilleur recouvrement des impôts locaux,
 - Amélioration de la qualité de la participation du secteur privé dans les actions de développement de la commune,
 - Accroissement des ressources destinées à la réalisation et à l'entretien des infrastructures sociocommunautaires,
 - Grande lisibilité des actions de la commune.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables dans la fixation des taux, on devra veiller à ne pas alourdir la charge des femmes et des groupes vulnérables

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant

FICHE PROJET 4 (ex)

1- **TITRE DU PROJET** : Les équipements de transport et les infrastructures socio-économiques sont construits et réhabilités

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Milieu d'implantation du projet : Kouaba, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Koutoupounga, Natitingou, Péporiakou et Perma
- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
- Enclavement de la commune, - Insuffisance des infrastructures socioéconomiques, - Non entretien des infrastructures, - Encombrement de la ville de Natitingou par les gros porteurs.	- Absence d'un parking pour gros porteurs, - Absence d'une gare routière moderne, - Absence d'un marché moderne à Natitingou - Absence d'un marché dans les arrondissements, - Non réhabilitation des infrastructures existantes, - Non aménagement régulier des pistes, - Manque d'un centre de formation pour les artisans, - Prélèvement anarchique de pierres et sables sur les pistes.	- Difficulté de circulation - Accidents fréquents - Difficulté d'animation des marchés

- Groupe cible : Les associations des conducteurs, les artisans, les usagers des marchés et les populations.
- Raison du choix du projet : Classé quatrième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin de promouvoir les activités commerciales, artisanales, minières et de développement des PMI/PME à travers la construction et la réhabilitation des infrastructures socioéconomiques.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Promouvoir les activités commerciales, artisanales, minières et de développement des PMI/PME.
- Objectifs spécifiques : Construire et réhabiliter les infrastructures socioéconomiques.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Un parking pour gros porteurs est construit à Natitingou,
- Une gare routière moderne est construite à Natitingou,
- Un marché moderne est construit à Natitingou,
- Un marché est construit dans chaque arrondissement,
- Toutes les infrastructures existantes sont réhabilitées,
- Des dalots sont construits,
- L'entretien des pistes est régulier,
- Un centre de formation pour les artisans est construit à Natitingou,
- Les prélèvements anarchiques de pierres et sables sur les pistes sont interdits et sanctionnés.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
<ul style="list-style-type: none"> - Consommation des fonds FIVIS, - Gestion transparente des procédures de passation des marchés, - Suivi régulier des chantiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un parking pour gros porteurs à Natitingou, - Construction d'une gare routière moderne à Natitingou, - Construction d'un marché moderne à Natitingou, - Construction d'un marché dans chaque arrondissement, - Réhabilitation de toutes les infrastructures existantes, - Construire des dalots, - Entretien régulièrement toutes les pistes, - Construire un centre de formation pour les artisans à Natitingou, - Mettre en place des comités de gestion, - Sanctionner les prélèvements anarchiques des pierres et sable sur les pistes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maire, - Conseil communal, - Projets / programmes, - Associations de conducteurs, les artisans, les usagers des marchés et les populations. .

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services techniques, des affaires domaniales et environnementales, de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, les TP, la DDEHU, les projets / programmes et les associations de conducteurs, les artisans, les usagers des marchés et les populations.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics ou de l'opérateurs qui finance l'activités.
- Système de communication : Tenue des séances de travail.
- Gestion et entretien : Les associations de conducteurs, les artisans, les usagers des marchés et les populations ou les comités de gestion mises en places.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 2 420 000 000
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 242 000 000 F par la commune,
 - 2 178 000 000F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Accroissement du niveau des transactions,
 - Libre circulation des biens et des personnes,
 - Amélioration du cadre urbain.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
<ul style="list-style-type: none"> - Déboisement, - Dégradation du couvert végétal. 	<ul style="list-style-type: none"> - Reboiser les zones, - Eviter la construction des infrastructures qui agressent l'environnement, - Faire des études d'impact environnemental avant réalisation des projets.

FICHE DE PROJET 5 (4^{ème} EX)

1- TITRE DU PROJET : Extension de la couverture téléphonique/électrique et vulgarisation d'autres sources d'énergie dans la commune de Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

La ville de Natitingou, au relief très accidenté, est en pleine croissance. La plupart des nouveaux quartiers sont sans branchement téléphonique et non alimentés en énergie électrique. Cependant, de nombreux consommateurs potentiels et des services publics et privés importants y sont installés

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Desservir tous les centres d'habitation en énergie électrique et en lignes téléphoniques
- Améliorer la communication téléphonique
- Rendre disponible d'autres sources d'énergie

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Une augmentation du nombre de lignes téléphoniques et de la zone de couverture de l'OPT
- Une augmentation de production des opérateurs économiques
- Une satisfaction des consommateurs par rapport aux prestations disponibles et fournies
- Une disponibilité permanente du gaz et autres sources d'énergie

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

La mise en œuvre du projet se fera de façon participative. Les acteurs du secteur seront associés au processus du choix et de la mise en œuvre des actions.

Les activités à développer sont:

- Renouveler les installations téléphoniques
- Etendre la couverture téléphonique
- Privatiser la gestion des cabines téléphoniques
- Etendre le réseau GSM
- Installer des cabines téléphoniques publiques
- Etendre le réseau téléphonique aux arrondissements
- Encourager l'utilisation d'autres sources d'énergies
- Encourager le reboisement des espèces à croissance rapide pour le bois de chauffe
- Solliciter la l'électrification des chefs lieux d'arrondissements
- Trouver une solution aux ruptures fréquentes des produits pétroliers et du gaz

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODE DE GESTION

Le projet sera géré par la commission des affaires économiques de la mairie. Les ressources allouées seront gérées suivant le manuel de procédures de la Mairie et les principes fondamentaux des partenaires qui viendront en appui.

Une base de données sera établie pour clarifier les indicateurs sur les bénéficiaires, les extrants et les ressources déployées pour réussir le projet. Des rapports d'activités et des comptes rendus seront établis de façon mensuelle, trimestrielle et annuelle pour situer les acteurs dans l'évolution vers les objectifs du projet.

7- COUT ET STRATEGIE DE MOBILISATION DU FINANCEMENT

Le coût total du projet est de:8 750 000+PM

Ce coût est établi dans la planification financière du PDC et ne prend en compte que le suivi-évaluation du projet.

La mobilisation du financement se fera de plusieurs manières

- La commune apportera son appui aux acteurs en nature, en espèces ou en industrie
- Les acteurs apporteront leur contribution dans les actions à réaliser
- Des partenaires appuieront la commune en fonction des négociations
- L'Etat fournira des services d'OPT et de SBEE

8- IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL DU PROJET

Le projet contribuera à augmenter le niveau de vie des populations.

Il pourra modifier le système d'exploitation des ménages et l'économie rurale.

Son impact économique pour la commune sera l'accroissement des finances locales et de l'augmentation certaine des PMI/PME imposables.

9- IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

L'extension des réseaux téléphoniques et de l'énergie obligent à l'aménagement et à la viabilisation des nouveaux quartiers. Ce qui améliorera l'assainissement de la ville. Toute fois, si le reboisement n'est pas régulièrement fait, il y a le risque de destruction du couvert végétal au profit du bois de chauffe.

FICHE PROJET 6

1- **TITRE DU PROJET** : Promotion des activités de production animale, végétale, artisanale et touristique dans la commune de Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Milieu d'implantation du projet : Kouaba, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Koutoupounga, Péporiakou et Perma
- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
Pauvreté des sols	-Techniques culturales traditionnelles pratiquées -Pratique des feux de brousse -Dégradation des sols par l'érosion et les produits phytosanitaires	- Baisse de rendement
Insuffisance de l'encadrement technique	-Insuffisance du personnel au niveau du CPA et CeRPA - Inconscience professionnelle des agents du CPA	-Non maîtrise des nouvelles pratiques agricoles par les producteurs
Indifférence des producteurs par rapport aux innovations et à l'encadrement	- Méconnaissance des avantages des innovations - Absence du goût du risque - Poids de la tradition (pesanteurs sociologiques)	- Insuffisance des informations sur les innovations

- Groupe cible : Artisans et groupements de femmes.
- Raison du choix du projet : Classé sixième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'accroissement des ressources financières de la commune par un appui à la réorganisation du secteur privée et la création d'un cadre de stimulation de la production.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Accroître les ressources financières de la commune.
- Objectifs spécifiques : Favoriser/ stimuler la réorganisation du secteur privée local.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Les outils modernes de transformation des produits locaux sont acquis au profit des groupements de femmes,
- Le secteur privé local est réorganisé et bénéficie d'un appui financier des structures de micro finances,
- Un centre artisanal et un creuset d'excellence sont créés,
- Le taux de recouvrement des impôts locaux (surtout de la patente et licence) connaît une hausse d'au moins 20%.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Methodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue permanent avec le secteur privé et les producteurs, - Elaboration et mise en œuvre de la stratégie communale de promotion de l'économie locale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Acquérir les outils modernes de transformation des produits locaux, - Faire des plaidoyers envers les structures de micro finance, - Créer un centre artisanal, - Créer un creuset d'excellence, - Faciliter le recyclage et les échanges entre artisans. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maire, - Conseil communal, - Associations des artisans, - Associations de producteurs.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Service de la planification et du développement local de la Mairie, le Collectif des artisans (CAN) et les structures ou projets d'appui à l'artisanat. Toutefois, il serait souhaitable que la société de promotion de l'économie communale (SPEC) dont la création est en cours s'en charge.
- Mécanisme de gestion des fonds : A définir à l'issue d'une séance de travail. Selon le manuel de procédure financière de la SPEC si l'option était retenue.
- Système de communication : Le cadre de concertation offre une opportunité à tous de participer à la gestion de la chose publique et donc de contribuer à la réussite de toute action de développement initiée par la commune.
- Gestion et entretien : Les groupements de femmes pour les outils de transformation et la CAN pour le centre artisanal.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet 8 750 000 F+PM
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 8 750 000 F par la commune,
 - PM à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Amélioration et diversification des produits locaux transformés,
 - Augmentation des revenus des producteurs, des femmes et des artisans,
 - Augmentation du taux de recouvrement des impôts locaux,
 - Amélioration de la qualité de la participation du secteur privé dans les actions de développement de la commune.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables : une attention particulière est accordée aux femmes lors de la distribution des outils de transformation et de stands dans le centre artisanal.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant

FICHE PROJET 7

1- **TITRE DU PROJET** : Développement de nouvelles filières agricoles.

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Milieu d'implantation du projet : Kouaba, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Koutoupounga, Péporiakou et Perma
- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes et conséquences
<ul style="list-style-type: none"> - Rétrécissement du marché, - Faible niveau des transactions commerciales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une stratégie communale de promotion de l'économie locale, - Insuffisante coopération entre les acteurs, - Faible niveau d'organisation des circuits commerciaux.

- Groupe cible : Les associations de producteurs, de commerçants les producteurs individuels et les usagers des marchés.
- Raison du choix du projet : Classé septième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'améliorer la production agricole en développant de nouvelles filières agricoles. Réalisé, il contribuera à renforcer l'intercommunalités à travers les échanges en produits agricoles.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : : Développer de nouvelles filières agricoles
- Objectifs spécifiques .Diversifier la production agricole
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- La stratégie de développement de nouvelles filières agricoles est élaborée et mise en œuvre,
- Les transactions commerciales de produits agricoles ont augmenté,
- Les revenus des acteurs de la filière sont accrus,
- Les échanges entre producteurs sont renforcés.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
<ul style="list-style-type: none"> - Un concertation permanente entre acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les filières porteuses de la commune - Faire une étude du marché en rapport avec les filières à promouvoir - Elaborer et mettre en œuvre une stratégie communale de développement des nouvelles filières, - Créer un cadre législatif incitatif, - Susciter et encourager les échanges entre producteurs, - Soutenir les associations de producteurs qui interviennent dans les nouvelles filières retenues. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maire, - Conseil communal, -PAMRAD ; PDRT ; PDFM ; PADPPA - Associations de producteurs, de commerçants et les usagers des marchés.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services de la planification et du développement locale, de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, le CPA, les projets / programmes et les associations de producteurs, de commerçants et les usagers des marchés.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestion des deniers publics ou de l'opérateur qui finance l'activité.
- Système de communication : Réaliser et diffuser des émissions sur les antennes de la radio locale pour sensibiliser les acteurs sur les nouvelles filières porteuses.
- Gestion et entretien : Les associations de producteurs, de commerçants et les usagers des marchés.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 2 500 000 F
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 250 000F par la commune,
 - 2 250 000 F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Renforcement des échanges commerciaux,
 - Existence des marchés d'écoulement des produits locaux,
 - Augmentation du niveau de revenus des populations.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables : le développement de nouvelles filières agricoles offre de nouvelles activités régénératrices de revenu aux femmes

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
- Déboisement.	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à la protection des forêts.- Reboiser

FICHE PROJET 8

1- TITRE DU PROJET : Accroissement de la participation des populations aux actions communautaires

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Milieu d'implantation du projet : Mairie
- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes et conséquences
Faiblesse du taux de participation des populations	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un système de recouvrement et gestion des ressources fiscales transparent, - Méconnaissance des populations, - Manque de lisibilité des actions de la mairie.

- Groupe cible : Les structures de la société civile.
- Raison du choix du projet : Classé huitième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'accroître les contributions des populations dans le financement des actions communautaires. Réalisé, il est un gage de bonne gouvernance locale.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Accroître les contributions des populations dans le financement et l'entretien des infrastructures socio-communautaires.
- Objectifs spécifiques : Elever le niveau de participation des populations aux actions communautaires.
- Durée de vie du projet : 01 an.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Une stratégie communale de mobilisation de la participation communautaire est élaborée et mise en œuvre,
- Les campagnes de sensibilisation sont organisées et mobilisent les populations à mieux contribuer au financement des actions d'intérêt public.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
<ul style="list-style-type: none"> - Publication du budget de la commune, - Appui (récompense) de la mairie aux groupes qui participent le mieux aux actions communautaires, - Maintien d'un climat de concertation et d'échange. 	<ul style="list-style-type: none"> - Animer des séances de travail sur le thème, - Elaborer et mettre en œuvre la stratégie communale de mobilisation de la participation communautaire, - Intensifier les campagnes de sensibilisation, - Appuyer/ Récompenser les meilleurs groupes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maire, - Conseil communal, - Société civile.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services de planification et du développement local et de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, le service des impôts et les associations de la société civile locale.

- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics.
- Système de communication : Publication du budget de la commune, réalisation des émissions du genre « la Mairie vous parle » sur les antennes de la radio locale pour mieux faire connaître les ambitions et les réalisations de l'équipe communale.
- Gestion et entretien : Néant.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 10 000 000 F
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 1 000 000 F par la commune,
 - 9 000 000 F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui. On pourrait à défaut, solliciter les assistants techniques/conseils des projets ou programmes pour exécuter les activités d'appui à l'élaboration de la stratégie communale, de modération des séances et de réalisation des émissions radiophoniques sur les antennes de la radio locale.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Meilleur recouvrement des impôts locaux,
 - Prise de conscience des populations sur leur rôle dans le développement de la commune
 - Amélioration du niveau et de la qualité de la participation du secteur privé dans les actions de développement de la commune,
 - Grande lisibilité des actions de la commune.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables en privilégiant la réalisation des activités de promotion de la femme et des groupes vulnérables.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant

FICHE PROJET 9 (8^{ex})

1- TITRE DU PROJET : Appui au secteur économique de la commune de Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

L'environnement économique de la commune de Natitingou est encore presque à l'étape embryonnaire. Il y a très peu d'opérateurs économiques. Le petit nombre d'opérateurs économiques ont des activités non compétitives sur le plan des nouvelles technologies et des chiffres d'affaires. Les consommateurs sont encore obligés de voyager vers les capitales du pays ou les frontières pour leur approvisionnement. Plus de la moitié des opérateurs économiques sont des étrangers.

3- OBJECTIFS DU PROJET:

Le projet vise à:

- Renforcer la capacité d'investissement des acteurs locaux de l'économie
- Améliorer la gestion des établissements commerciaux, des entreprises privées

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Une augmentation du nombre de PMI/PME
- Une augmentation de la capacité d'investissement des opérateurs économiques
- Une satisfaction des consommateurs par rapport aux prestations disponibles et fournies

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

La mise en œuvre du projet se fera de façon participative. Les acteurs du secteur seront associés au processus du choix et de la mise en œuvre des actions.

Les activités à développer sont :

- Créer la Société de Promotion de l'Economie Communale (SPEC)
- Opérationnaliser la SPEC
- Elaborer une stratégie de promotion des PME/PMI
- Mettre en œuvre la stratégie de promotion des PME/PMI
- Lutter contre l'insécurité.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODE DE GESTION

Le projet sera géré par la commission des affaires économiques de mairie. Les ressources allouées seront gérées suivant le manuel de procédures de la Mairie et les principes fondamentaux des partenaires qui viendront en appui.

Une base de données sera établie pour clarifier les indicateurs sur les bénéficiaires, les extrants et les ressources déployées pour réussir le projet. Des rapports d'activités et des comptes rendus seront établis de façon mensuelle, trimestrielle et annuelle pour situer les acteurs dans l'évolution vers les objectifs du projet.

7- COUT ET STRATEGIE DE MOBILISATION DU FINANCEMENT

Le coût total du projet est de:28 500 000.

Ce coût est établi dans la planification financière du PDC et ne prend en compte le suivi-évaluation du projet.

La mobilisation du financement se fera à travers quatre pistes/

- La commune apportera son appui aux acteurs en nature, en espèces ou en industrie
- Les acteurs apporteront leur contribution dans les actions à réaliser
- Les partenaires dans le secteur de l'investissement et de la micro finance apporteront des services de crédit de tout genre
- Des partenaires en renforcement de capacités fourniront les formations nécessaires à la bonne gestion des financements et des organisations du secteur..

8- IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL DU PROJET

Le projet contribuera à augmenter le niveau de vie des populations. Il améliorera le statut des femmes entreprenantes. Il pourra modifier le système d'exploitation des ménages et l'économie rurale.

Son impact économique pour la commune sera l'accroissement des finances locales du fait du recouvrement des impôts. L'intervention des partenaires économiques et l'émulation du secteur contribueront à améliorer l'habitat et la capacité d'accueil.

9- IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

Certains acteurs économiques pourraient contribuer à dégrader l'environnement notamment ceux qui interviennent dans la production de l'énergie domestique et du bois d'œuvre. Il faudra renforcer les mesures de contrôle de la protection de l'environnement.

Par contre, l'orientation vers le secteur commercial pourra occuper des personnes qui du fait de leurs difficultés d'investissement dégradent aujourd'hui considérablement l'environnement.

FICHE PROJET 10

1- TITRE DU PROJET : La gestion des feux de brousse

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Les feux de brousse sont une pratique qui date de très longtemps chez les populations. Ses effets sur le sol et l'environnement sont négatifs surtout lorsqu'il s'agit des feux de brousse tardifs

- Milieu d'implantation du projet : Kouaba, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Koutoupounga, Péporiakou et Perma
- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	Conséquences
- Diminution de la fertilité des sols, - Forte dégradation des sols.	- Non maîtrise de la pratique des feux de brousse, - Mauvaise application des techniques de GRN, - Absence d'une réglementation locale pour la gestion des ressources forestières.	-Faible rendement des sols -Baisse de la production agricole

- Groupe cible : Les agriculteurs
- Raison du choix du projet : Classé dixième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'améliorer la production agricole en étendant la gestion participative de la lutte contre les feux de brousse tardifs. Réalisé, il contribuera à freiner la progression du désert et améliorer les rendements agricoles.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Améliorer la production agricole.
- Objectifs spécifiques : Intensifier la gestion participative de la lutte contre les feux de brousse tardifs.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Les règlements relatifs à la GRN sont appliqués par les populations,
- La gestion participative de la lutte contre les feux de brousse tardifs est intensifiée,
- Une réglementation locale pour la gestion des ressources forestières est élaborée et mise en œuvre.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables (en charge)
- Dialogue permanent avec tous les acteurs qui interviennent dans le secteur agricole, - Sensibilisation puis répression par des amendes fortes aux contrevenants.	- Appliquer les règlements relatifs à la GRN, - Intensifier la gestion participative de la lutte contre les feux de brousse tardifs, - Elaborer et mettre en œuvre une réglementation locale pour la gestion des ressources forestières, - Créer et animer un cadre de concertation entre tous les acteurs du secteur, - Mettre en place des comités de surveillance dans les villages, - Réprimer les contrevenants.	- Maire, - Conseil communal, - Projets / programmes, - Associations de producteurs.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, le CPA, les projets / programmes et les associations de producteurs.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics ou de l'opérateur qui finance l'activité.
- Système de communication : Réaliser et diffuser des émissions sur les antennes de la radio locale et dénoncer les contrevenants.
- Gestion et entretien : Les associations/groupements de producteurs ou les comités de gestion mis en place.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 4 750 000 F
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 750 000 F par la commune,
 - 4 000 000 F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Restauration de la fertilité des sols,
 - Réduction de l'avancée du désert,
 - Augmentation des rendements de production,
 - Augmentation du niveau de revenus des populations.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables : Oui. La restauration des sols réduit les peines des femmes et groupes vulnérables.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant

FICHE DE PROJET 11

1- TITRE DU PROJET : Mise en œuvre d'une politique d'exécution du PDC

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET :

Le PDC de Natitingou est élaboré au moment où le Bénin a déjà une vision de développement. Ledit PDC doit concourir à la réalisation de cette vision. Ceci est une préoccupation de l'Administration locale et des partenaires au développement dans la commune. Les efforts de tous ces acteurs doivent avoir la vision du Bénin comme guide d'intervention. Sa mise en œuvre doit faire l'objet d'une politique adéquate.

3- OBJECTIFS DU PROJET :

Le projet vise à:

- Réduire les écarts entre les objectifs de développement de la commune de Natitingou et ceux du pays.
- Concourir réellement à la réalisation de la vision du Bénin.

4- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET :

La mise en œuvre du projet se fera de façon participative. Les responsables à tous les niveaux de l'Administration locale seront attentifs aux activités développées.

Les activités à développer sont:

- Elaborer un plan de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PDC;
- Créer et animer une cellule de suivi-évaluation;
- Faire des PIP une source de financement des activités du PDC;
- Organiser un plaidoyer auprès des directions départementales pour une participation accrue;

5- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODE DE GESTION :

Le projet sera géré par le service de suivi-évaluation de la Mairie. Les ressources allouées seront gérées suivant le manuel de procédures de la Mairie et les principes fondamentaux des partenaires qui viendront en appui.

Une base de données sera établie pour clarifier les indicateurs sur les bénéficiaires, les extrants et les ressources déployées pour réussir le projet. Des rapports d'activités et des comptes rendus seront élaborés de façon mensuelle, trimestrielle et annuelle pour situer les acteurs dans l'évolution vers les objectifs du projet.

6- COUT ET STRATEGIE DE MOBILISATION DU FINANCEMENT :

Le coût total du projet est de: 3500000F CFA.

Ce coût est établi dans la planification financière du PDC et ne prend en compte le suivi-évaluation du projet.

La mobilisation du financement se fera par la commune

7- IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL DU PROJET :

Le projet contribuera à augmenter le niveau de vie des populations à travers l'appui du Gouvernement, mobilisable sur les PIP.

8- IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU PROJET :

Il développera toutes les stratégies de considération des lois sur l'environnement. Il cherchera à satisfaire au concept de développement humain durable, ceci en luttant pour la sauvegarde de la biodiversité environnementale.

FICHE PROJET 12

1- TITRE DU PROJET : Institution de la TDL sur les productions importantes de la commune

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Au regard de la loi sur la décentralisation, la commune peut retenir certaines productions sur lesquelles sera prélevée la taxe de développement local.

- Milieu d'implantation du projet : Mairie

- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
Absence d'un système efficace de gestion des ressources de la commune	Peu de qualification des agents	Mauvaise gestion
Peu de culture fiscale des populations ou absence de civisme	- Méconnaissance des textes et lois, - Mauvaise volonté, .	- Faible niveau des revenus

- Groupe cible : Producteurs et secteur privé.

- Raison du choix du projet : Classé douzième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'accroissement des ressources financières de la commune par l'exploitation de l'une des opportunités offertes par les textes et lois de la décentralisation.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Accroître les ressources financières de la communes

- Objectifs spécifiques : Instituer et recouvrer la taxe de développement locale (TDL).

- Durée de vie du projet : 02 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Un système efficace de gestion des ressources de la commune est mis en place et prévoit qu'au moins 60% des fonds recouvrer au titre de la TDL serviront à la réhabilitation/ construction des infrastructures socio-économiques,
- La TDL est instituée et bien recouvrée,
- Les populations comprennent l'importance et l'utilisation des impôts et taxes qu'elles payent,

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables (en charge)
- Concertation et arrêt des bases et assiettes imposables - Sensibilisation et réalisation des actions d'intérêt public, - Maintien d'un climat de négociation.	- Mettre en place un système efficace de gestion des ressources de la commune, - Sensibiliser les populations sur le civisme, - Instituer et recouvrer la TDL	- Maire, - Conseil communal, - Service des impôts, - Associations des artisans, - Associations de producteurs.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Service des affaires financières de la Mairie, le service des impôts et les associations de la société civile locale.

- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics.

- Système de communication : Publication du budget de la commune, réalisation des émissions du genre « la Mairie vous parle » sur les antennes de la radio locale pour mieux faire connaître les ambitions et les réalisations de l'équipe communale.
- Gestion et entretien : Néant.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 5 000 000 F
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 5 000 00 F par la commune,
 - 4 500 000 F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui. On pourrait à défaut, utiliser la ligne sensibilisation dans le cadre de la mise en place du RFU pour mener concomitamment les activités.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Meilleur recouvrement des impôts locaux,
 - Amélioration de la qualité de la participation du secteur privé dans les actions de développement de la commune,
 - Grande lisibilité des actions de la commune.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables : dans la fixation des taux, on pourra toujours veiller à ne pas alourdir la charge de femme et des groupes vulnérables. Les recouvrements de la TDL pourraient servir à assister les personnes vulnérables

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant

FICHE DE PROJET 13

1- TITRE DU PROJET : Amélioration des prestations de la Mairie de Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Les élections municipales ont favorisé l'émergence des représentants des populations à la tête des communes au Bénin. Ces élus ne sont pas forcément des cadres techniques de l'administration. Ainsi, ce projet s'inscrit dans la logique de doter la commune de moyens nécessaires pour améliorer ces prestations

3- OBJECTIFS DU PROJET:

- Améliorer les prestations du personnel de la mairie
- Rendre performante l'équipe de la mairie

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Les capacités d'intervention du personnel de la mairie sont améliorées
- Les populations sont satisfaites des prestations du personnel de la mairie

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

La mise en œuvre du projet se fera de façon participative. Les acteurs du secteur seront associés au processus du choix et de la mise en œuvre des actions.

Les activités à développer sont:

- Former le personnel de la mairie
- Définir les TDR de chaque agent de la mairie
- Instituer le système d'évaluation du personnel de la mairie

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODE DE GESTION

Le projet sera géré par la commission des affaires économiques de la mairie. Les ressources allouées seront gérées suivant le manuel de procédures de la Mairie et les principes fondamentaux des partenaires qui viendront en appui.

Une base de données sera établie pour clarifier les indicateurs sur les bénéficiaires, les extrants et les ressources déployées pour réussir le projet. Des rapports d'activités et des comptes rendus seront établis de façon mensuelle, trimestrielle et annuelle pour situer les acteurs dans l'évolution vers les objectifs du projet.

7- COUT ET STRATEGIE DE MOBILISATION DU FINANCEMENT

Le coût total du projet est de:70 500 000F CFA.

Ce coût est établi dans la planification financière du PDC et ne prend en compte le suivi-évaluation du projet.

La mobilisation du financement se fera de la manière suivante :

- La commune apportera son appui aux acteurs en nature, en espèces ou en industrie
- Les acteurs apporteront leur contribution dans les actions à réaliser
- Des partenaires en renforcement de capacités fourniront les formations nécessaires à la bonne gestion des financements et des organisations du secteur..

8- IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL DU PROJET

L'amélioration des prestations de la mairie contribuera à donner confiance aux partenaires et aux bénéficiaires

9- IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU PROJET:

Ce projet n'a aucun impact sur l'environnement.

FICHE DE PROJET 14

- 1- **TITRE DU PROJET** : Implication des Directions Départementales à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des projets de développement.

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET :

La commune de Natitingou abrite le chef lieu du département de l'Atacora. En tant que chef lieu, la ville de Natitingou compte un nombre important de directions départementales. Ces directions départementales regroupent des cadres de hauts niveaux et disposent de moyens matériels de travail. Elles participent à la prise de décision dans beaucoup de politiques de développement sectoriel. L'insuffisance d'implication de ces directions traduit la faible mobilisation des financements, surtout étatique et le faible apport technique dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets de la commune.

3- OBJECTIFS DU PROJET

Le projet vise à :

- Améliorer la capacité de mobilisation du financement étatique au profit de la commune;
- Réduire les erreurs techniques et les pertes de temps dans la mise en œuvre des projets

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

Au terme du projet, on notera :

- Les informations en matière d'appui de l'Etat aux communes sont disponibles
- Les agents des services déconcentrés sont très impliqués dans tout le processus d'exécution des projets de la commune

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Les activités à développer sont :

- Elaborer un cadre de concertation entre la mairie et les directions départementales
- Mettre en œuvre le cadre de concertation élaboré
- Vulgariser les projets de développement de la commune auprès des directions départementales
- Participer au règlement d'éventuels conflits entre directions départementales et communautés.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODE DE GESTION

Le projet sera géré par la commission des affaires économiques de la mairie. Les ressources allouées seront gérées suivant le manuel de procédures de la Mairie et les principes fondamentaux des partenaires qui viendront en appui.

Une base de données sera mise en œuvre pour clarifier les indicateurs sur les bénéficiaires, les extrants et les ressources déployées pour réussir le projet. Des rapports d'activités et des comptes rendus seront élaborés de façon mensuelle, trimestrielle et annuelle pour situer les acteurs dans l'évolution vers les objectifs du projet.

7- COUT ET STRATEGIE DE MOBILISATION DU FINANCEMENT

Le coût total du projet est de: 2 200 000F CFA.

Ce coût est établi dans la planification financière du PDC et ne concerne pas le suivi-évaluation du projet.

Le financement sera dégagé du budget de fonctionnement de la commune

8- IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL DU PROJET

- Mieux valoriser les compétences des services déconcentrés de l'Etat
- Mieux profiter des services déconcentrés de l'Etat pour appuyer la commune dans la mise en œuvre des projets.
- Mieux exécuter les projets sur la base des informations et appuis techniques conséquents.
- Homogénéiser les interventions entre l'Etat et les communes

9- IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

Le projet n'aura aucun impact sur l'environnement.

FICHE PROJET 15

1- TITRE DU PROJET : Mise en valeur des infrastructures agro – sylvo -pastorales

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

La commune dispose d'un certain nombre d'infrastructures agro-sylvo pastorales qui sont sous exploitées comme les barrages, les étangs piscicoles, les retenus d'eau. Ces infrastructures ne sont pas exploitées de façon judicieuse pour être rentable. Elles sont inexistantes dans certaines localités

- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
- Non disponibilité des infrastructures agro-sylvo pastorales - Faible fonctionnement de ces infrastructures.	- Faible aménagement des bas-fonds, - Non réhabilitation des infrastructures existantes, - Insuffisance des étangs piscicoles.	Faible développement des activités pastorales

- Milieu d'implantation du projet : Kouaba, Kouandata, Tchoumi-Tchoumi, Koutoupounga, Péporyiakou et Perma
- Groupe cible : Les associations de producteurs.
- Raison du choix du projet : Classé quinzisième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'améliorer la production agricole et halieutique en rendant plus disponibles et fonctionnelles les infrastructures agro-sylvo pastorales.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Améliorer la production agricole et halieutique
- Objectifs spécifiques : Rendre plus disponibles et fonctionnelles les infrastructures agro-sylvo pastorales.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Deux bas fonds sont aménagés chaque année,
- Deux étangs piscicoles sont construits ou réhabilités chaque année,
- Les associations de producteurs sont formées sur les techniques piscicoles.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
- Dialogue permanent avec tous les acteurs qui interviennent dans le secteur agricole. - Information Education et Communication sur l'exploitation des infrastructures agro-sylvo pastorales	- Former et organiser les producteurs sur techniques piscicoles, - Aménager les bas fonds, - Créer/ Réhabiliter les étangs piscicoles, - Tenir des séances de travail avec les producteurs et mettre en place les comités de gestion.	- Maire, - Conseil communal, - Projets / programmes, - Associations de producteurs. - Comité de gestion

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, le CPA, les projets / programmes et les associations de producteurs.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics ou de l'opérateur qui finance l'activité.
- Système de communication : Réaliser et diffuser des émissions sur les antennes de la radio locale et primer les meilleurs producteurs.
- Gestion et entretien : Les associations de production ou les comités de gestion mis en place.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 14 000 000 F
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 1 400 000 F par la commune,
 - 12 600 000 F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Pratique généralisée du maraîchage,
 - Disponibilité des produits de pêche,
 - Augmentation du niveau de revenus des populations.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables : le maraîchage est plus pratiqué par les associations / groupements de femmes qui verront ainsi augmenter leurs revenus.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

La mise en œuvre de ce projet prendra en compte les aspects environnementaux et veillera à ce que l'environnement soit préservé.

FICHE PROJET 16

Le tourisme constitue un secteur important de l'économie. La commune de Natitingou dispose assez de richesses touristiques qui ne sont pas valorisées. La plupart des sites touristiques existants ne sont pas aménagés. Ce qui réduit la fréquentation de ces sites

1- TITRE DU PROJET : Valorisation des richesses touristiques de la commune

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
-Difficultés d'accès des sites, - Non maîtrise des valeurs culturelles	- Non entretien/réhabilitation des pistes, - Non aménagement des sites, - Non valorisation des sites, - Faible collaboration entre la Mairie et l'ARDET. -Méconnaissance des us et coutumes	- Faible affluence des touristes. - Perte des valeurs traditionnelles

- Milieu d'implantation du projet : Cota, Musée de Natitingou, Tata, Les lieux des batailles de Kaba
- Groupe cible : Les populations riveraines
- , le R/CPA et les populations, les agences de tourisme et les services touristiques
- Raison du choix du projet : Classé seizième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet est initié pour accroître le taux de fréquentation des sites touristiques grâce à l'aménagement et à la valorisation de ces sites.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Accroître le taux de fréquentation des sites touristiques.
- Objectifs spécifiques : Aménager et valoriser les sites touristiques.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- les sites touristiques de la commune sont aménagés,
- les sites touristiques de la commune sont valorisés,
- la collaboration entre la Mairie et l'ARDET est améliorée et intensifiée.

5- TRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
-Faire un plaidoyer pour la réhabilitation/entretien des pistes, - Maintenir un climat de confiance et de sécurité. - Impliquer les opérateurs économiques du domaine	- aménager les sites touristiques de la commune, - valoriser les sites touristiques de la commune, - améliorer et intensifier la collaboration entre la Mairie et l'ARDET.	- Le Maire, - Le conseil communal, - ARDET, - Populations - Promoteurs touristiques

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services des affaires domaniales et environnementales, de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, l'ARDET, la DDEHU, les projets / programmes et les populations.

- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics ou de l'opérateur qui finance l'activité.
- Système de communication : Tenue des séances de travail.
- Gestion et entretien : L'ARDET, les populations et les comités de gestion mis en place, les opérateurs économiques

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 59 250 000 F CFA ,
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 5 925 000 F par la commune,
 - 53 325 000 F à rechercher auprès de l'Etat ou des partenaires, programmes et projets d'appui.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Amélioration des recettes fiscales,
 - Valorisation de la commune,
 - Rendre attrayante la commune.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables : les activités liées au tourisme seront développées dans la commune aussi bien par les femmes que par les hommes

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
<ul style="list-style-type: none"> - Déboisement, - Inadéquation entre les infrastructures implantées et l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Reboisement, - Faire des études d'impact environnemental avant implantation des infrastructures.

FICHE PROJET 17

1- **TITRE DU PROJET** : Amélioration du recouvrement des taxes et impôts locaux

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
Faible recouvrement des impôts locaux	- Peu de qualification des agents - Insuffisance du matériel de travail (équipement)	- Faiblesse des revenus
Méconnaissance de la TDL	- Nouvelles taxes, .	- Perte de devise pour la commune

- Milieu d'implantation du projet : Mairie
- Groupe cible : Toute la population de la commune.
- Raison du choix du projet : Classé dix-septième à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet répond à un besoin d'accroissement des ressources financières de la commune par le renforcement des capacités des agents et l'acquisition de l'équipement complémentaire nécessaire.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Accroître les ressources financières de la commune
- Objectifs spécifiques : Améliorer les capacités techniques des agents et le niveau d'équipement des services chargés du recouvrement des impôts locaux.
- Durée de vie du projet : 02 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Tous les agents chargés du recouvrement ont bénéficié de formations spécifiques à leur travail.
- Les services chargés du recouvrement ont bénéficié de l'équipement complémentaire nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches,
- Les taux de recouvrement des impôts locaux augmentent d'au moins 15%.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Methodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables (en charge)
- Publication du budget de la commune - Sensibilisation et réalisation des actions d'intérêt public, - Maintien d'un climat de négociation.	- Former les agents, - Equiper les services - Sensibiliser les populations sur l'importance du paiement des impôts locaux dans la réalisation des actions de développement.	- Maire, - Conseil communal, - service des impôts, - Secteur privé, - Populations.

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Service des affaires financières de la Mairie, le service des impôts et les associations de la société civile locale.

- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics.
- Système de communication : Publication du budget de la commune, réalisation des émissions du genre « la Mairie vous parle » sur les antennes de la radio locale pour mieux faire connaître les ambitions et les réalisations de l'équipe communale.
- Gestion et entretien : Néant.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 1 300 000 F CFA
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 130 000 F CFA par la commune,
 - 1 170 000 F CFA à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui. On pourrait à défaut, utiliser les lignes formation, sensibilisation et équipement dans le cadre de la mise en place du RFU pour mener concomitamment les activités.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Meilleur recouvrement des impôts locaux,
 - Amélioration de la qualité de la participation du secteur privé dans les actions de développement de la commune,
 - Grande lisibilité des actions de la commune.
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables: dans la fixation des taux, on pourra toujours veiller à ne pas alourdir la charge des femmes et des groupes vulnérables. De même, le recouvrement des taxes permettra de les assister dans leurs activités

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant

FICHE PROJET 18

1- TITRE DU PROJET : Amélioration de la santé animale dans la commune de Natitingou

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

L'élevage dans la commune est confronté au problème de la mortalité élevée des animaux. Les maladies dont les origines ne sont pas maîtrisées par les éleveurs surviennent et déciment la population animale de la commune Ce qui décourage bon nombre d'éleveurs

- Milieu d'implantation du projet : Toute la commune
- Problèmes à résoudre : causes et conséquences

Problèmes à résoudre	Causes	conséquences
- Epidémies déciment les animaux, - Conflits entre éleveurs et agriculteurs, - Non maîtrise des techniques modernes de l'élevage.	- Difficulté d'obtention des vaccins, - Coût élevé des vaccins, - Inexistence/ non fonctionnalité des comités de gestion de la transhumance, - Absence de couloirs de passage.	- Epizooties fréquentes - Perte d'animaux

- Groupe cible : Les associations d'éleveurs, le R/CPA et les populations.
- Raison du choix du projet : Classé dix-huitièmes à l'issue de la séance de priorisation des projets retenus dans le PDC de la commune, ce projet est initié afin d'améliorer le traitement des animaux et accroître le cheptel de la commune.

3- OBJECTIFS DU PROJET

- Objectif global : Développer le secteur élevage de la commune.
- Objectifs spécifiques : Améliorer la santé animale.
- Durée de vie du projet : 05 ans.

4- RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTENDUS

- Les animaux et la volaille sont vaccinés à temps,
- les vaccins sont subventionnés pour les éleveurs de la commune de Natitingou,
- l'accès aux crédits pour l'élevage est facilité,
- le contrôle des animaux transhumants est assuré régulièrement
- les transhumants sont canalisés et les couloirs de passage délimités,
- les comités villageois de gestion de la transhumance sont créés et fonctionnels,
- les éleveurs sont formés sur les techniques modernes de l'élevage.

5- STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Méthodologie	Activités à mettre en œuvre	Personnes responsables
- Sensibiliser les éleveurs, -Faire un plaidoyer au niveau des institutions de micro finance, - Maintenir un climat de négociation et de dialogue	- Vacciner les animaux et la volaille à temps, - Subventionner les vaccins pour les éleveurs, -Faciliter l'accès aux crédits pour l'élevage, - Faire contrôler les animaux transhumants, - Canaliser les transhumants, - Délimiter les couloirs de passage, - Créer les comités villageois de gestion de la transhumance, - rendre fonctionnel les comités, - Former les éleveurs sur les techniques modernes de l'élevage.	- Le Maire, - Le conseil communal, - Le R/CPA, - Associations d'éleveurs, - Populations

6- ASPECTS ORGANISATIONNELS ET MODES DE GESTION DU PROJET

- Structures ou organes de coordination du projet : Services des affaires domaniales et environnementales, de l'information, de la communication, des archives et de la documentation de la Mairie, le conseil communal, le CPA, la DDEHU, les projets/ programmes et les associations d'éleveurs et les populations.
- Mécanisme de gestion des fonds : Selon les procédures de gestions des deniers publics ou de l'opérateur qui finance l'activité.
- Système de communication : Tenue des séances de travail.
- Gestion et entretien : Les associations d'éleveurs, les populations ou les comités de gestion mis en place.

7- LE COUT DU PROJET ET STRATEGIES A DEVELOPPER POUR MOBILISER LE FINANCEMENT

- Coût du projet : 2 050 000 F CFA ,
- Stratégie de mobilisation du financement :
 - 205 000 F par la commune,
 - 1 845 000 F à rechercher auprès des partenaires, programmes et projets d'appui.

8- IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS DU PROJET

- Effets directs et indirects du projet :
 - Accroissement du revenu des femmes en particulier,
 - Climat de quiétude entre agriculteurs et éleveurs.
 - Maladies animales mieux traitées
- Prise en compte des femmes et personnes vulnérables :l'élevage est une activité pratiquée par les femmes, donc développer l'élevage c'est promouvoir la femme à travers cette activité génératrice de revenu.

9- IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets négatifs du projet	Mesures de correction / réduction
Néant	Néant